

Communiqué de la réunion du Comité des Ministres des finances et Gouverneurs de banques centrales (Comité des Dix)

Washington D.C., le 6 octobre 2010

1. Le Comité des Dix (C-10) s'est réuni le 6 octobre 2010 à Washington D.C. L'événement était organisé conjointement par la Banque africaine de développement (BAD), la Commission économique pour l'Afrique et la Commission de l'Union Africaine. La réunion a été présidée par Son Excellence M. Pravin Gordhan, Ministre des Finances de l'Afrique du Sud. Elle faisait suite à celle des plénipotentiaires, tenue le 5 octobre 2010
2. Ont participé à la réunion les pays et institutions suivants: Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Egypte, Kenya, Nigéria, Tanzanie, Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et Banque centrale des États de l'Afrique centrale (BEAC).
3. La réunion avait pour but d'examiner: (i) les mesures visant à soutenir la reprise actuelle en Afrique afin qu'elle aboutisse à une croissance forte, (ii) le renforcement de la mobilisation des ressources nationale, (iii) des options relatives au financement des solutions pour une énergie durable. Nous avons également discuté du programme de réformes de la gouvernance du FMI dans le but de renforcer la voix de l'Afrique au sein de cette importante institution financière.
4. En outre, nous avons pris note du document intitulé 'Réaliser une croissance forte, soutenue et partagée en Afrique', préparé pour la récente Conférence ministérielle Corée/Afrique, et nous en avons entériné les conclusions. L'Afrique du Sud, en sa qualité de Présidente actuelle du C-10, distribuera le résumé du document à tous les membres du G-20 avant le Sommet de Séoul en novembre 2010.
5. Nous avons fait un examen approfondi de la performance économique du continent et de ses différents sous-groupes en 2009, et analysé ses perspectives pour 2010 et 2011. Nous nous félicitons de la reprise économique du continent et de sa capacité à retrouver son dynamisme. Toutefois, comme vient de le souligner le Sommet des Nations Unies sur les OMD, l'Afrique fait encore face à d'importants défis en matière de développement et manque cruellement de ressources.
6. Nous avons souligné que d'une manière générale, l'Afrique a bien résisté à la récente crise mais que les résultats varient fortement en fonction des pays et des sous-groupes. En conséquence, les stratégies de sortie des interventions anticrise doivent également varier. Néanmoins, lorsque l'espace budgétaire le permet, les gouvernements africains devraient maintenir des politiques budgétaires assez accommodantes en 2011 tout en se recentrant sur les objectifs à moyen terme. En concevant leurs propres stratégies de sortie, les économies avancées doivent tenir compte de l'impact de ces mesures sur la reprise dans les pays en développement. Elles devraient également abolir toute forme de mesures protectionnistes adoptées durant la crise et éliminer les subventions agricoles.
7. Nous notons qu'au lendemain des crises financière et économique mondiales, le programme de réduction de la pauvreté devrait être axé sur la construction d'une Afrique prospère, grâce à une croissance forte, durable et partagée. En effet, la croissance d'avant la crise et la reprise assez rapide observée en Afrique ont démontré la capacité du continent à devenir un nouveau pôle de croissance dans le monde, et donc un marché majeur de consommation. L'appui du G-20 aux efforts déployés par le continent africain en vue de réaliser ce potentiel garantira à long terme la prospérité et la stabilité de l'économie mondiale.
8. Nous convenons que, pour réaliser une croissance économique forte, durable et partagée, il faudra des cadres macroéconomiques plus souples, cohérents et crédibles. Il est tout aussi important de

réorienter les politiques économiques vers la croissance au lieu de privilégier excessivement la stabilisation.

9. Nous avons discuté des mesures nécessaires pour stimuler la croissance et accroître la mobilisation des ressources intérieures. Il n'y a pas de solution unique ; chaque pays choisira ses politiques en fonction de sa situation particulière. Ces choix consistent notamment à élargir l'assiette fiscale et le recouvrement de l'impôt et à améliorer le climat d'investissement pour encourager le développement du secteur privé. De nombreux pays africains devraient en outre mobiliser des ressources intérieures additionnelles notamment à travers un meilleur développement des secteurs financiers pour l'épargne inexploitée.

10. Afin de combler l'énorme déficit d'infrastructures, nous devons multiplier les partenariats publics-privés et concevoir des mécanismes de financement nouveaux et novateurs. A cet égard, nous miserons également sur l'assistance soutenue de la BAD et des autres institutions internationales. Nous avons demandé à la BAD de produire, en vue de notre prochaine réunion, une évaluation permettant de mobiliser des fonds supplémentaires pour les projets multinationaux d'infrastructures, en tirant à la fois sur les ressources BAD et FAD. Nous avons convenu de procéder à un échange sur les pratiques et les expériences nationales actuelles en ce qui concerne les partenariats publics-privés.

11. Pour plusieurs de nos pays, l'aide extérieure demeure une source importante de financement des dépenses de développement. En ces lendemains de crise, nos partenaires au développement ne devraient pas réduire leur soutien ; au contraire, ils devraient honorer leurs engagements existants en complément des efforts propres de l'Afrique. Tout en poursuivant les actions visant à accroître la transparence et à réduire la fuite des capitaux, nous exhortons le G20 à s'assurer que des mesures soient prises pour enrayer les flux illicites à destination des paradis fiscaux et pour améliorer les échanges d'informations sur cette question cruciale.

12. En matière énergétique, l'Afrique accuse un énorme déficit qui limite le développement du secteur privé, freine la croissance et entrave la prestation de services de santé et d'éducation de base. Pourtant, le continent dispose d'un énorme potentiel inexploité, surtout en ce qui concerne les énergies renouvelables. La réalisation de ce potentiel donne la possibilité : de promouvoir des sources d'énergie propres ; d'emprunter une trajectoire de développement à plus faible teneur en carbone ; d'accroître la participation du secteur privé ; d'innover.

13. L'Afrique a peu contribué au réchauffement de la planète ; mais, selon les projections, elle sera le continent le plus touché par le changement climatique. Nous notons l'engagement à rechercher des financements nouveaux et additionnels pour financer les initiatives dans le domaine climatique, à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020. Ces ressources ne devraient pas être mobilisées au détriment des autres besoins de développement. Nous avons approuvé la position prise à Copenhague d'allouer à l'Afrique une proportion suffisante des financements supplémentaires pour combattre le changement climatique, surtout en ce qui concerne l'adaptation ; en outre, afin de garantir que les financements soient alloués en fonction des besoins et des priorités de l'Afrique, les ressources supplémentaires devraient être acheminées par l'intermédiaire de la BAD et gérées par cette institution. Par conséquent, nous nous réjouissons de l'engagement de la BAD à mettre en place un Fonds vert pour l'Afrique.

14. Nous demeurons préoccupés par le fait que l'Afrique ne soit pas suffisamment représentée dans des instances internationales clés telles que le G-20. La participation africaine ne devrait pas dépendre d'invitations ponctuelles des pays hôtes des sommets du G-20. A cet égard, nous notons la

recommandation de l'UA d'officialiser la représentation de l'Afrique au sein du G-20. Nous espérons que le prochain sommet du G-20 fera de l'Afrique un membre à part entière.

15. Nous notons la création d'un Groupe de travail du G-20 sur le développement et exhortons l'Afrique du Sud d'articuler les questions et préoccupations de l'Afrique.

16. La croissance étant fragile chez certains partenaires traditionnels, nous réaffirmons l'importance fondamentale de l'intégration régionale, de l'harmonisation des politiques, de l'intensification des échanges commerciaux et de l'investissement entre pays africains, ainsi que de la mobilité des travailleurs. Le développement des partenariats sud-sud est également crucial. La stimulation de la demande intérieure et la hausse des investissements, notamment relatifs aux infrastructures dans les secteurs productifs, auront pour effet de doper la croissance, de lever les contraintes liées à l'offre et, à la longue, d'accroître la mobilisation des ressources intérieures.

17. Nous souhaitons vivement une conclusion rapide des discussions visant à améliorer la gouvernance et l'efficacité des institutions financières internationales, et nous nous réjouissons du soutien, exprimé par des pays-clés du G-20, à l'augmentation du nombre de sièges africains au Conseil d'administration du FMI. Cette mesure rehaussera la légitimité du FMI ainsi que sa stature dans les pays à faible revenu, et elle contribuera à faire entendre la voix de l'Afrique.

18. Nous saluons l'Initiative 'Investir en Afrique', qui sera lancée en Egypte à la fin 2011 et qui sera l'un des moyens d'attirer de nouveaux investissements en Afrique, aux niveaux régional et national. L'Initiative contribuera également aux divers efforts visant à améliorer la prospérité des économies et populations africaines. Il a été convenu en outre d'établir un groupe de travail composé de représentants de l'Afrique du Sud, du Nigeria, du Kenya et de l'Egypte pour préparer la conférence 'Investir en Afrique'.

19. Nous avons convenu d'un certain nombre de propositions ayant pour objectifs : de renforcer les fondements institutionnels du C-10 ; de s'assurer que les pays africains participant aux futurs sommets du G-20 soient invités aux réunions du C-10 ; et d'améliorer nos efforts d'information du public et de communication avec tous les Ministres des finances et Gouverneurs de banques centrales d'Afrique.

20. La prochaine réunion se tiendra au Caire à la fin mars 2011, sous la présidence de l'Egypte.